

LA LOI PME

**Présentation du projet de loi pour les
PME**

PRINCIPALES MESURES

LA LOI PME

- LES MESURES PHARES POUR LE DEVELOPPEMENT
ET LA PERENNITE DES ENTREPRISES



- Une provision pour investissement :
15.000 euros en 3 ans, défiscalisés,
réservée aux jeunes TPE : entreprises
individuelles de moins de 3 ans et de
moins de 5 salariés

LA LOI PME

- Possibilité de réaliser des dons familiaux (30.000 €) pour aider à la création ou la reprise d'entreprise en franchise de droits de mutation



LA LOI PME

- Création du prêt participatif pour les entrepreneurs individuels

LA LOI PME

- Les mesures transmissions
 - Permettre l'exonération fiscale partielle (75 %) de la donation avec réserve d'usufruit



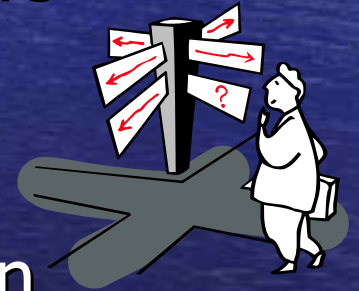
LA LOI PME

- Les mesures transmissions
 - Porter l'abattement fiscal concernant les donations à 75%

LA LOI PME

- Les mesures transmissions

- Instauration du tutorat des repreneurs d'entreprise
- Création d'une prime de transmission accompagnée



LA LOI PME

- Le chèque emploi TPE

- En "5 lignes" les renseignements essentiels
- 1 seul document fait office de déclaration préalable, de contrat de travail, de bulletin de salaire et de moyen de paiement



Le CHEQUE TPE

Personne employée

Nom : VOLFONI
N° Sécurité Sociale : 158XXXxXXXXX

Prénom : Raoul
Date de naissance : 24 Avril 1958

Période d'emploi

Du : 01 04 2005
Jours travaillés :

Au : 01 05 2005
Heures rémunérées :
Dont heures majorées :

Salaire Brut

1500 €

Date de paiement du salaire :

Date et signature de l'employeur :



Entreprise Naudin
5, quai des Brumes
63 000 Clermont-Ferrand
N° SIRET : XXXXXXXXXXXXXXXX
NAF : XXXXXXXXX

Net à payer

LA LOI PME

- Le statut du conjoint collaborateur (artisans, commerçants et professions libérales) :
 - 1 statut obligatoire
 - 1 couverture sociale pour tous



LA LOI PME



- Le collaborateur libéral :

→ Donner un cadre juridique aux collaborateurs de professionnels libéraux, distinct du statut de salarié et leur permettant de se constituer une clientèle

LA LOI PME

- La réforme des C. C. I.
 - Clarification des missions
 - Modernisation du réseau
 - Allègement de la tutelle

LA LOI PME



2. LA TRANSPARENCE DES PRATIQUES COMMERCIALES

Interdiction des accords de gamme abusifs qui chassent les PME des linéaires

LA LOI PME

- La réglementation des enchères à distance
- La différenciation tarifaire

LA LOI PME

- coopération commerciale encadrée avec inversion de la charge de la preuve

LA LOI PME

- SRP : Maintien de l'interdiction de revente à perte
- Obligation d'inscription sur facture de la coopération commerciale supérieure à 20%



AVANT LA REFORME



Fournisseur

Vends à l'Hyper 1 baril de lessive
4,50 euros



Hypermarché

Vends au
consommateur

4,50 euros



Facture au fournisseur des services
(coopération commerciale ou
« **marges arrières** »: 30% en
moyenne de son prix d'achat)

1,50 euros



APRES LA REFORME

Fournisseur



Vends 1 baril de lessive

4,50 euros

**1
euro**

Facture toujours des
services, mais....



....l'hyper peut désormais
défalquer de son prix de
vente au consommateur
0,50 euros (c.a.d. ce qui
dépasse 20% de la coop
commerciale)

- 0,50

Hypermarché



4 euros



Vends au consommateur
4 euros

LA LOI PME

- Sanctions pénales renforcées et plus rapides





Les autres mesures

PME/commerce

En dehors de la loi PME

Les autres mesures PME/commerce hors loi PME

- **EXONERATION DES PLUS-VALUES
SUR LES CESSIONS D'ENTREPRISES**

Les autres mesures PME/commerce hors loi PME

- Un FISAC renforcé avec des moyens adaptés
- Création de l'observatoire (commission) des pratiques commerciales



Les autres mesures PME/commerce *hors loi PME*

- Réforme de la législation sur l'équipement commercial
- Dispositif de détection précoce des entreprises en difficulté (avec chancellerie et réseaux consulaires)

Les autres mesures PME/commerce *hors loi PME*

- Charte d'accueil des créateurs d'entreprises dans les réseaux bancaires

